

A Evreux, le 2 juin 2016

Liminaire au Comité Technique local du 2 juin 2016

Monsieur le Président,

Encore une fois, nous ne pouvons commencer ce CTL sans parler de l'état de la DGFIP. Aujourd'hui, comme vous le savez, une journée d'action et de grève a été portée par l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques, CGT et FO.

Depuis trois semaines, nos collègues des Pyrénées orientales, de l'Aude, du Gard, de Corse, et la liste n'est pas exhaustive, sont en grève ou en actions pour défendre leur vision de la Direction générale des Finances Publiques. Une DGFIP, humaine, proche du public, technicienne, respectueuse des conditions de travail de l'ensemble de ses agents, à l'écoute de toutes et tous, et notamment des plus fragiles. Nous continuerons à lutter pour que cette vision soit une réalité n'en déplaise à notre Directeur Général. Notre Directeur Général qui, au lieu de se battre pour défendre son administration comme il le devrait, va en fait, en devenir le grand fossoyeur aux yeux de l'histoire. Comment qualifier et comment caractériser autrement, le document publié sur Ulysse le 19 mai dernier. Régression, recul... Pas une phrase porteuse d'espoir pour les agents. Pour nous, ce texte est clair. Faire table rase du passé, des engagements nés de la fusion, pour aller clairement vers une destruction programmée.

Ce document est un non-sens, une aberration. Au moment où les charges augmentent, la seule réponse de notre Directeur est toujours plus de dématérialisations, plus de restructurations, plus de regroupements, plus de fermetures au public, et toujours moins d'agents comme le laissent poindre les nouvelles lettres de cadrage.

Et pour en finir avec toutes les illusions qu'il peut encore nous rester, est annoncée une réforme des règles de gestion et la création de « sous-agents ». Comment qualifier autrement des collègues qui auront des règles de gestion différenciées – et moins favorables, c'est une certitude, suivant leur ancienneté, ou leur grade... C'est, paraît-il, la seule solution pour permettre aux services de mieux fonctionner... Au passage, notons la savoureuse phrase sur la « masse critique » qui constate que les services ayant peu d'agents sont fragiles.. Oser sortir une telle phrase après que la DGFIP ait perdu plus de 35000 emplois... Bien sûr que les petits postes sont fragiles et que les agents souffrent, la faute à qui ? Qui a utilisé la DGFIP comme une corne d'abondance, comme un puits sans fond à suppression d'emplois ? On a besoin de supprimer des emplois dans la fonction publique ? Pas de problème, la DGFIP est là. Les conséquences ? Pas graves, ils trouveront une solution... Certes, le politique totalement coupé de la réalité, comme le montre d'ailleurs l'actualité, a une très grande part de responsabilité.

Sont tout aussi responsables les différents directeurs généraux, qui ne se sont jamais exprimés publiquement et avec force pour dénoncer les coupes sans fin que supporte notre administration depuis des années. La mise en place du prélèvement à la source devait être un argument de plus pour défendre la DGFIP, affirmait B. Parent le 1^{er} avril dernier... On voit ce qu'il en est.

Eh bien non.

Solidaires Finances Publiques dénonce avec force ce texte, et la vision étriquée qu'il porte. Une DGFIP comme nous la défendons est possible, elle n'est ni une utopie ni un mythe !

Sur l'ASR, nous maintenons bien sûr notre opposition à vos projets, qui ne sont pour nous qu'une conséquence directe de la réduction des moyens tant humains que budgétaires que subit la DDFIP de l'Eure. Pour nous, le service public et le service au public doivent être prioritaires, et n'ont pas à subir les conséquences des choix politiques actuels.

Nous prenons acte des documents et des informations que vous nous avez transmis, et nous remercions le service des ressources humaines pour leur disponibilité et leur travail au niveau du TBVS.

Les élus Solidaires Finances publiques au CTL